L'Abeille de la Nouvelle-Orléans

Bureaux, No 73 rue de Chartres.

NOUVELLE-ORLEANS.

VENDREDI 9 MAI 1879.

LA CONVENTION.

Séance de Jeudi, 8 mai.

La séance est ouverte à 1 heure. M. Wiltz occupe le fauteuil. Cent onze membres répondent à l'appel.

M. Breen, au nom de M. Mc Gloin, présente un mémoire de bouchers qui demandent l'abrogation de la loi créant la compagnie des abattoirs.—Déposé provisoirement sur le bureau.

—Sont également déposées, provisoirement, sur le bureau :

Une résolution de M. Ott, chargeant le comité des terres de s'assurer s'il est vrai que le fermier du nouveau Canal n'ait pas, depuis dix ans, versé un seul dollar dans la caisse de l'Etat, et a fait perdre à celui-ci quatre cent mille dollars ;

Une résolution de M. Chapelle, déclarant que la quarantaine est un offence, une calamité publique, et prescrivant des mesures de salubrité publique.

Une résolution de M. Ogden, fixant la réunion de la Convention à 10 heures, demain au lieu d'aujourd'hui.

Le secrétaire lit la réponse de l'auditeur à la résolution qui lui demandait des renseignements sur les bons convertis par le bureau. Le document comprend quinze grands tableaux et deux lettres.

M. Favrot en demande l'envoi au comité de la dette de l'Etat.

M. Stevenson en demande l'impression.

M. Lott dit qu'il ignore combien de jours l'imprimeur le gardera ; le comité en a besoin tout de suite, afin de l'étudier.

M. Lyons croit qu'il vaut mieux prier le comité de le faire imprimer après qu'il s'en sera servi.—M. Stevenson insiste sur l'impression.

M. Lyons, qui vient de parcourir les pièces, est d'opinion qu'elles peuvent être imprimées après retour ; il propose, comme substitut, l'impression du titre, table des matières et résumé des différents articles publiés.

Pendant qu'on rédige la résolution, M. Caffrey, du Ste-Marie propose un substitut qui déclare qu'il ne devra être voté aucune somme d'argent du trésor, à moins que le paiement n'en soit autorisé par une loi spéciale ; qu'il ne devra pas être fait de billet pour plus de deux ans ; qu'il devra être publié tous les trois mois, un tableau des recettes et des dépenses.

M. Forman appuie l'article du comité, article qui, dit-il, montre à Fabri de force combien les fonctionnaires dûs ou dégagés en vertu de la constitution.

M. Lyons est opposé à ce que la Convention accorde un droit de priorité aux fonctionnaires en question. Il veut que les perceptions soient reçues, de préférence, par les percepteurs, sans que le montant de l'endroit soit publié.

Plusieurs délégués ne savent au même temps et offrent des amendements.